ENTRETIEN AVEC Sujiro Seam, ambassadeur de l'Union européenne pour le Pacifique

« Dans le Pacifique, la priorité, c'est la lutte contre le changement climatique »

Le nouvel ambassadeur de l'Union européenne pour le Pacifique, Sujiro Seam, achève sa première visite en Calédonie. L'occasion de rappeler les projets que l'Europe finance actuellement dans la région. Et les priorités sur lesquelles mettre l'accent dans le prochain budget 2021-2027.

Quel est votre rôle ?
Je suis à la tête de la délégation de l'Union européenne (UE) pour le Pacifique, qui a son siège à Suva, et qui est accréditée auprès de treize Etats insulaires, c'est-à-dire tous les états d'Océanie, en dehors de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. J'ai la responsabilité de la mise en œuvre des programmes européens sur les pays et territoires d'outre-mer (PTOM) du Pacifique : Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, Polynésie française et Pitcairn. L'essentiel de l'équipe est à Suva, mais nous avons un bureau à Nouméa pour ces quatre PTOM.

Vous êtes de passage une dizaine de jours en Calédonie. Quel est l'objectif de cette visite ?
J'ai pris mes fonctions le 1er septembre. Je viens voir les équipes de Nouméa et je rencontre nos partenaires. Ce sont des rendez-vous protocolaires avec le président du gouvernement et ceux des trois provinces, les autorités de l'Etat, etc.

« Développer l'agriculture, l'agroforesterie durable, l'aquaculture, la pêche, etc. »

Quelles actions l'UE met-elle en œuvre en Calédonie ?
On a d'abord un programme territorial pour la stratégie emploi et insertion professionnelle. Il s'agit d'une participation européenne de l'ordre de 30 millions d'euros* pour la Nouvelle-Calédonie afin de financer la stratégie calédonienne d'emploi.
Cette enveloppe est comprise dans le 11e Fed (Fonds européen de développement) de la période 2014-2020.
C'est l'intervention la plus importante que l'on a dans le Pacifique avec la Polynésie française qui a une population équivalente, avec là-bas, un appui donné au tourisme. A Wallis-et-Futuna, il y a moins de monde, mais on donne quand même 20 millions d'euro pour soutenir le développement numérique.
On porte par ailleurs Protege, le Programme régional océanien territorial pour la gestion durable des écosystèmes, soit 36 millions d'euros au global**. Ce programme permet de développer l'agriculture, l'agroforesterie durable, l'aquaculture, la pêche. Il a une action dans le domaine de la gestion de l'eau, des espèces invasives, etc.

Né en 1971 à, Phnom-Penh, au Cambodge, Sujiro Seam a été consul général de France à Houston, au Texas, entre 2013 et 2017, avant de prendre ses fonctions d'ambassadeur de l'UE dans le Pacifique le 1er septembre.

Photo A.T.

Le 11e Fed s'achève l'an prochain, comment se profile le prochain fonds ?
J'ai profité de mes prises de contact pour envisager ce que l'on fera à partir de la prochaine génération de fonds européens pour la période 2021-2027.

Quelles seront les conséquences du Brexit, sur le plan économique, dans le Pacifique ?
Je précise que le Royaume-Uni reste membre et est traité comme un membre à part entière jusqu'à sa sortie de l'UE. Mais évidemment, lors du Brexit, les territoires britanniques avec un statut de PTOM sortiront également de l'UE. Dans le Pacifique, il n'y en a qu'un. Il s'agit de Pitcairn, le plus petit et le moins peuplé avec 50 habitants. Cela a donc une importance toute relative.
Il est trop tôt aujourd'hui pour se prononcer sur cet impact financier parce que le prochain cadre financier n'est pas encore dessiné.
A priori, on devrait être sur des sommes qui devraient permettre de prolonger des projets de développement d'envergure.

« Tout ce qui a trait aux océans est une forte priorité. »

Et quelles conséquences sur le plan géopolitique ?
Dans le Pacifique, le Royaume-Uni fait un effort important pour reconstituer son réseau diplomatique avec l'ouverture de nouvelles ambassades au Vanuatu, aux Samoa et aux Tonga. Ce que je souhaite, c'est que l'UE continue de travailler avec le Royaume-Uni qui restera un partenaire partageant des valeurs et des principes communs : démocratie, liberté, droits de l'homme, lutte contre le réchauffement climatique, soutien au développement durable, etc. Il faudra attendre de voir comment cette relation s'établit quand le Royaume-Uni sera sorti.

Emmanuel Macron entend développer un axe Indo-Pacifique. Avez-vous des missions pour développer cet axe ?
Cela ne va pas se traduire dans l'immédiat car cette stratégie est un concept français. Et la France n'est qu'un Etat membre de l'UE. D'autres Etats ont une approche géostratégique qui tient compte de ce concept : les Etats-Unis, l'Australie ou le Japon. Ce n'est pas le cas de l'UE. Il faut donc qu'une réflexion se poursuive avec les autres Etats membres. Il faudra se mettre d'accord sur l'intégration ou pas de cette stratégie Indo-Pacifique dans la politique européenne. Ce qui est sûr, c'est que nous avons une nouvelle équipe qui a pris ses fonctions le 1er décembre avec des priorités clairement identifiées.

Lesquelles ?
Tout d'abord, le pacte vert européen qui se fonde sur des actions déterminées contre les changements climatiques avec l'objectif d'une neutralité carbone à l'horizon 2050. D'autres sujets peuvent être pertinents pour le Pacifique : le développement de stratégies de biodiversité, de l'économie circulaire pour réduire les déchets, des technologies propres, etc. Ma mission pour les quatre années à venir, ce sera de mettre en œuvre ces priorités aussi pour le Pacifique.

Dans le Pacifique, quels sont les axes sur lesquels mettre l'accent plus précisément ?
On doit prendre en compte des priorités exprimées par les pays et les collectivités de la région. On a encore un an de processus d'échange et de dialogue. Mais on sait d'ores et déjà que dans le Pacifique, la priorité, c'est la lutte contre le changement climatique. Qui dits Etats insulaires, dit petits territoires, mais grands océans. Tout ce qui a trait aux océans est donc une très forte priorité : la pêche, la sécurité, la lutte contre les trafics et la pêche illégale. Mais aussi la lutte contre le changement climatique qui provoquera l'augmentation de la salinité de la mer, l'élévation du niveau de la mer, l'incursion des eaux salées sur les terres arables, etc.
Et l'enjeu, c'est le développement durable et de trouver de nouvelles voies de croissance qui permettent d'assurer le développement tout en préservant l'environnement et en ayant un bon équilibre d'un point de vue social.

Si la Calédonie devient indépendante, est-ce que cela pourrait changer les financements de la prochaine enveloppe pluriannuelle de l'UE ?
Il est trop tôt pour se prononcer. Evidemment, l'UE suit très attentivement l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie. Elle a parfaitement conscience du caractère extrêmement politique et délicat de cette question. On est seulement observateurs de ce processus. On tiendra compte du résultat, mais aujourd'hui, on ne le connaît pas, donc on ne va rien anticiper.

Propos recueillis par Anthony Tejero

*3,6 milliards de francs.
**4,3 milliards de francs.